

*Initiatives ministérielles*

Le gouvernement nous demande d'accepter des augmentations de la taxe de vente fédérale et de la taxe d'accise. Ce n'est pas la première fois qu'il le fait. Ni la deuxième, ni la troisième. C'est la quatrième fois que le gouvernement déclare au peuple canadien qu'il veut augmenter la taxe de vente et la taxe d'accise, deux formes de taxe à la consommation qui, de l'aveu même du premier ministre, est une faucheuse d'emplois. Malheureusement, le premier ministre pourrait cette fois-ci avoir raison, car si le gouvernement décide d'appliquer sa taxe sur les produits et services, les emplois se mettront à disparaître, ce qui suscitera de vives et pour le moins bruyantes réactions de la part des Canadiens.

Jamais le peuple canadien n'acceptera ces augmentations de taxe. Malgré toute la publicité que pourra faire le gouvernement, il ne réussira pas à persuader les Canadiens qu'il agit dans leur intérêt. L'hypocrisie et les paroles ambiguës du gouvernement n'ont plus de quoi surprendre les Canadiens. Le gouvernement n'arrivera pas à faire croire aux habitants de notre pays que c'est dans leur intérêt et pour leur bien qu'il applique la taxe sur les produits et services et augmente constamment leurs impôts.

Qu'arrivera-t-il lorsque la taxe sur les produits et services entrera en vigueur? La taxe d'accise sur l'essence est actuellement au taux maximum, soit 13,5 p. 100, comme s'il s'agissait de machinerie fabriquée au Canada. La taxe de vente est de 13,5 p. 100. La taxe d'accise s'élève à 8,5c. le litre d'essence sans plomb et à 9,5c. le litre d'essence ordinaire. Ces taxes sont extrêmement élevées. Le gouvernement va-t-il les supprimer lorsque la taxe sur les produits et services entrera en vigueur? Non, il dira probablement aux Canadiens qu'ils ont besoin d'une taxe de protection de l'environnement.

Le ministre dit que cette taxe favorise la protection de l'environnement et qu'elle doit servir à assainir l'environnement, qui est extrêmement important. Je souhaiterais simplement que le gouvernement prenne vraiment conscience de cette importance. Les Canadiens et, bien sûr, les députés de ce côté-ci de la Chambre s'en rendent compte. Nous souhaiterions que le gouvernement en fasse autant. Mais il ne s'en rendra compte, du moins dans ses déclarations, que lorsqu'il estimera devoir imposer une nouvelle taxe. Outre la taxe sur les produits et services, le gouvernement nous imposera sans aucun doute une hausse de la taxe de vente et de la taxe d'accise sur l'essence pour justifier le maintien de cette TPS à son taux actuel.

Le gouvernement a l'habitude d'utiliser des paroles trompeuses. Nous l'avons vu briser ses promesses dans d'autres domaines également, par exemple dans le cas de VIA Rail. Le gouvernement a dit qu'il améliorerait les services ferroviaires du pays et qu'il ne créerait jamais deux classes de citoyens. Eh bien, nous avons vu les résultats que cette promesse a donnés. Le gouvernement a réduit les services ferroviaires dans le pays et les habitants de la région de l'Atlantique, du Nord et de certaines parties de l'ouest du Canada sont certes des citoyens de deuxième ordre dans son esprit.

Tout le monde se rappelle les propos que le très honorable premier ministre a adressés aux électeurs: «Les programmes sociaux sont sacrés, et nous n'y toucherons jamais.» Or, les Canadiens ont fini par se rendre compte qu'il n'y a absolument rien de sacré pour le gouvernement.

Comme s'il ne suffisait pas que le gouvernement nous induise constamment en erreur, faut-il en plus que nous, Canadiens, acceptions que le gouvernement insulte notre intelligence par des politiques et des déclarations trompeuses?

Je voudrais examiner la TPS et les contradictions entre les résultats que le gouvernement compte obtenir avec cette taxe et les résultats que nous obtiendrons dans la réalité.

Le 8 octobre 1988, pendant la campagne électorale, le ministre des Finances a déclaré que la taxe de vente ne servirait pas à accroître les recettes du gouvernement du Canada. La réalité, c'est que le produit de cette taxe viendra gonfler les recettes du gouvernement canadien. Les recettes provenant de la taxe actuelle passeront de 18,5 à 24 milliards de dollars. En même temps que le gouvernement dit que la nouvelle taxe n'augmentera pas les recettes, il soutient que les recettes provenant de la nouvelle taxe seront utilisées pour lutter contre le déficit. Comment faire pour réduire le déficit sans percevoir de nouvelles recettes, même si l'on croit que le gouvernement a l'intention de maîtriser le déficit, ce qui est extrêmement difficile à imaginer compte tenu de ce qu'il a fait jusqu'à maintenant?

Deuxièmement, le document technique sur la TPS dit que cette taxe contribuera à rendre le régime fiscal plus équitable dans l'ensemble et à améliorer la situation financière des Canadiens à revenu modeste. Comment cela se pourra-t-il? Le Comité permanent des finances, dans ses audiences partout au pays, a entendu des groupes représentant des assistés sociaux et des groupes d'intérêts sociaux d'un bout à l'autre du pays littéralement dénoncer ce raid fiscal flagrant qui aggravera considérablement la situation des Canadiens à faible revenu et à revenu moyen.